



agridea

ENTWICKLUNG DER LANDWIRTSCHAFT UND DES LÄNDLICHEN RAUMS
DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE L'ESPACE RURAL
SVILUPPO DELL'AGRICOLTURA E DELLE AREE RURALI
DEVELOPING AGRICULTURE AND RURAL AREAS

PA 2014-2017

Contributions et paiements directs à partir du 1^{er} janvier 2014

Fondation
Rurale
Interjurassienne
COURTEMELON LOVERESSE



PA 2014-2017

Contributions et paiements directs à partir du 1er janvier 2014

(Version 1.2)

1. Contributions au paysage cultivé

OPD art. 42 - 49, annexe 7

1.1 Contribution au maintien d'un paysage ouvert

OPD 42

Zone de plaine	-
Zone des collines	100.-
Zone de montagne I	230.-
Zone de montagne II	320.-
Zone de montagne III	380.-
Zone de montagne IV	390.-

Aucune contribution n'est versée pour les surfaces dans la zone de plaine, les haies, les bosquets champêtres et les berges boisées.

Toutes les autres surfaces qui ont droit aux contributions (OPD 32) doivent être utilisées de manière à prévenir l'expansion forestière. Les prairies permanentes doivent être fauchées.

1.2 Contribution pour terrains en pente*

OPD 43

Déclivité de 18% à 35%	410.-
Décl. > à 35%	700.-
Décl. > à 50% (A partir de 2017)	1000.-

* Actuellement réservées aux zones des collines (ZC) et de montagne (ZM). A partir de 2017, les surfaces en pente situées en zone de plaine auront également droit aux contributions.

Aucune contribution n'est versée pour les surfaces de pâturages permanents, de vignes, de haies, de bosquets champêtres et de berges boisées. Les prairies permanentes doivent être fauchées.

Les contributions ne sont versées que si la surface en pente est de au moins 50 ares par exploitation. Seules sont prises en compte les surfaces d'une exploitation d'au moins 1 are d'un seul tenant.

1.3 Contribution pour surfaces en forte pente (>35% déclivité)

OPD 44

Part des surf. en forte pente dans la SAU de l'exploitation	Contribution (par ha)
30 %	100 .-
35 %	164 .-
40 %	229 .-
45 %	293 .-
50 %	357 .-
55 %	421 .-
60 %	486 .-
65 %	550 .-
70 %	614 .-
75 %	679 .-
80 %	743 .-
85 %	807 .-
90 %	871 .-
95 %	936 .-
100 %	1000 .-

Le montant de la contribution est fonction de la proportion de surfaces en fortes pente (> 35% de déclivité) de l'exploitation.

Le montant exact de la contribution s'obtient par la formule :

$$\frac{90 \times \text{"prop. de surf. en forte pente"}}{7} - \frac{2000}{7}$$



1.4 Contribution pour surfaces viticoles en pente.

OPD 45, annexe 2

Déclivité de 30% à 50%	1500.-
Déclivité supérieure à 50%	3000.-
Terrasses avec décl. > à 30%	5000.-

Les contributions ne sont versées que si la surface viticole en pente est de au moins 10 ares par exploitation. Seules sont prises en compte les surfaces d'une exploitation d'au moins 1 are d'un seul tenant.

1.5 Contribution d'alpage par pâquier normal (PN)

OPD 46

Animaux consommant des fourrages grossiers, par PN estivé	370.-
---	-------

La contribution de mise à l'alpage est versée pour l'estivage d'animaux consommant des fourrages grossiers à l'exception des bisons et des cerfs, dans une exploitation d'estivage ou de pâturages communautaires reconnue située sur le territoire national.

Le montant des contributions est identique dans toutes les zones. Elle est versée aux exploitations à l'année qui envoient des animaux en estive. Elle assure une charge en bétail appropriée dans les régions d'estivage.

Un pâquier normal (PN) correspond à l'estivage d'une unité de gros bétail consommant du fourrage grossier (UGBFG) pendant 100 jours.

1.6 Contribution d'estivage (en fonction de la charge usuelle)

OPD 47 - 49, annexe 3

Moutons, sauf brebis laitières, en cas de surveillance permanente par un berger ou dans le cas des pâturages tournants assortis de mesures de protection des troupeaux	400.- /PN
Moutons, sauf brebis laitières, en cas de pâturage tournant	320.- /PN
Moutons, sauf brebis laitières, en cas "d'autres pâturages"	120.- /PN
Vaches traites, chèvres et brebis laitières au cas avec une durée d'estivage de 56 à 100 jours	400.- /UGB
Autres animaux consommant du fourrage grossier, à l'exception des bisons et des cerfs.	400.- /PN

La contribution d'estivage est versée aux exploitations d'estivage ou de pâturages communautaires reconnues situées sur le territoire national.

Les contributions d'estivage sont versées pour autant que la charge annuelle effective se situe entre 75% et 110% de la charge usuelle. Diminution de la contribution au-delà de ces limites (cf. OPD art 46, al. a-c)

Une durée d'estivage de 180 jours au plus est prise en compte.



2. Contributions à la sécurité de l'approvisionnement

OPD art.50 - 54, annexe 7

Surfaces ayant droit aux contributions : SAU + surfaces situées en zone limitrophe étrangère exploitées par tradition (sauf pour la contribution pour production dans des conditions difficiles).

Aucune contribution n'est versée pour les surfaces affectées à des cultures qui ne servent pas au maintien de la capacité de production de denrées alimentaires.

(par ex. : chanvre, kenaf, roseau de chine, sapins de Noël, cultures horticoles, jachères...). Au contraire sont comprises les cultures de colza et de maïs pour la production d'énergie, ainsi que le tabac.

2.1 Contribution de base

OPD 50

Surfaces donnant droit à la contribution hors SPB	900.-
SPB herbagères	450.-

SPB herbagères = prairies extensives et peu intensives, pâturages extensifs et pâturages boisés, prairies riveraines de cours d'eau.

CONDITIONS : Charge minimale en bétail par ha de surface herbagère permanente (UGB/ha)

OPD 51

Zone de plaine	1
Zone de collines	0.8
Zone de montagne I	0.7
Zone de montagne II	0.6
Zone de montagne III	0.5
Zone de montagne IV	0.4
SPB Herbagère	30% des charges ci-dessus.

Prairies artificielles : aucun effectif minimal

La contribution de base pour les surfaces herbagères permanentes n'est versée que si la charge minimale en bétail est atteinte. Si l'effectif total d'animaux de rente consommant du fourrage grossiers dans l'exploitation est inférieur à l'effectif minimum requis sur la base de l'ensemble de la surface herbagère permanente, la contribution pour les surfaces herbagères permanentes est fixée de manière proportionnelle.

Echelonnement en fonction de la surface

OPD annexe 7

Surface	réduction	
Jusqu'à 60 ha	0%	La contribution de base est versée par hectare et échelonnée selon la surface.
de 60 à 80 ha	20%	
de 80 à 100 ha	40%	Dans le cas des communautés d'exploitation, les surfaces prises en compte sont multipliées par le nombre d'exploitations regroupées.
de 100 à 120 ha	60%	
de 120 à 140 ha	80%	
plus de 140 ha	100%	

2.2 Contributions à la production dans des conditions difficiles (par ha)

OPD 52

Zone de plaine	-	Les mêmes exigences que celles régissant la contribution de base sont applicables (charge minimale en bétail). Si la charge minimale en bétail par hectare de surface herbagère permanente n'est pas atteinte, la contribution sera réduite.
Zone de collines	240.-	
Zone de montagne I	300.-	
Zone de montagne II	320.-	
Zone de montagne III	340.-	
Zone de montagne IV	360.-	Pas d'échelonnement en fonction de la surface



2.3 Contribution pour les terres ouvertes et les cultures pérennes

OPD 53

Toutes zones (par ha)	400.-
-----------------------	-------

2.4 Contributions pour les cultures particulières

Ordonnance sur les contributions à des cultures particulières OCCP

Colza, tournesol, courges à huile, lin oléagineux, pavot, carthame des teinturiers plants de pommes de terre, semences de maïs, de graminées fourragères et de légumineuses fourragères.	700.-
Soja, féverolles, pois protéagineux, lupins destinés à l'affouragement (mélanges selon OPD art. 4 al.2 compris*)	1'000.-
Betteraves sucrières destinées à la fabrication de sucre**	1'600.-

* Mélanges céréales et légumineuses. La part en poids des cultures donnant droit aux contributions (légumineuses) représente au moins 30% des produits de la récolte.

** 2015 : 1'400.-



3. Contributions à la biodiversité et à la mise en réseau

OPD art. 55 - 60, annexe 7 n° 3.1 et 3.2

Contributions (CHF par ha)

Qualité de la biodiversité (niveau 1, 2 et 3) et mise en réseau (R)

Niveau 1 : niveau de l'OPD; niveau 2 : niveau de l'OQE; niveau 3 (à partir de 2016) : surfaces issues de l'inventaire d'intérêt national.

	Niveaux de qualité			Mise en réseau*
	1	2	3	
1. Prairies extensives				
zone de plaine	1500	1500	200	1000
zone de collines	1200	1500	200	1000
zone de montagne I et II	700	1500	200	1000
zone de montagne III et IV	550	1000	200	1000
2. Surfaces à litières				
zone de plaine	2000	1500	200	1000
zone de collines	1700	1500	200	1000
zone de montagne I et II	1200	1500	200	1000
zone de montagne III et IV	950	1500	200	1000
3. Prairies peu intensives				
zone de plaine, collines, montagne I et II	450	1200	200	1000
zones de montagne III et IV	450	1000	200	1000
4. Pâturages extensifs et pâturages boisés				
toutes zones	450	700	200	500
5. Haies, bosquets champêtres et berges				
toutes zones	3000	2000	-	1000
6. Jachère florale				
Zone de plaine et de colline uniquement	3800	-	-	1000
7. Jachère tournante				
Zone de plaine et de colline uniquement	3300	-	-	1000
8. Bandes culturales extensives				
toutes zones	2300	-	-	1000
9. Ourlets sur terres assolées				
zone de plaine, collines, montagne I et II	3300	-	-	1000
10. Surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle				
toutes zones	-	1100	-	1000
11. Prairies riveraines d'un cours d'eau				
toutes zones	450	-	-	1000
12. Surfaces herbagères et surfaces à litière riches en espèces dans la région d'estivage				
toute surface	-	150	-	-
13. Arbres fruitiers champêtres à haute-tige				
toutes zones	15	30	-	5
par noyer*	15	15	-	5
14. Arbres isolés adaptés au site et allées d'arbres				
toutes zones	-	-	-	5
15. Surface de promotion de la biodiversité spécifique à la région				
toutes zones	-	-	-	1000

*Montants et exigences particulières à la discrétion des cantons

*Pour les noyers de qualité II engagés en 2013, la confédération verse 30 francs jusqu'à la fin de l'engagement.



4. Contributions à la qualité du paysage

OPD 63/64, annexe 7

La Confédération soutient des projets cantonaux de préservation, de promotion et de développement des paysages cultivés diversifiés.

Les co-financements de la Confédération ne dépassent pas 90%, par projet et par année, des montants ci-dessous.

Contributions (base maximale pour l'intervention de la Confédération)

Par ha de SAU d'exploitations agricoles ayant conclu une convention	360.-
Par pâquier normal d'exploitations d'estivage ou de pâturage communautaire ayant conclu une convention	240.-

5. Contributions au système de production

OPD 65-76, annexe 7

5.1 Agriculture biologique

OPD 66/67

Pour les cultures spéciales	1600.-
Pour les autres terres ouvertes	1200.-
Pour le reste des surfaces donnant droit aux contributions	200.-

5.2 Culture extensive (extenso)

OPD 68/69

Céréales, Tournesols, Pois protéagineux, Féveroles et colza	400.-
---	-------

La culture doit être conduite strictement sans recours à l'utilisation de régulateurs de croissance, de fongicides, de stimulateurs chimiques de synthèse des défenses naturelles, d'insecticides.

5.3 Production de lait et de viande basée sur les herbages (PLVH)

OPD 70/71, annexe 5

Par hectare de surface herbagère de l'exploitation	200.-
--	-------

La ration annuelle de tous les animaux de rente consommant des fourrages grossiers est constituée de fourrages de base pour au moins 90% de la matière sèche.

Les fourrages grossiers frais, séchés ou ensilés, proviennent de prairies ou de pâturages et constituent 75% de la MS en plaine, 85% en montagne.

Rendement maximum des prairies intercalaires prises en compte dans la ration en tant que fourrages : 25 dt MS/ha /coupe.

La contribution pour les surfaces herbagères permanentes et les prairies artificielles n'est versée que lorsque la charge minimale en bétail est atteinte (cf. valeurs au § 2.1). Si l'effectif total d'animaux de rente consommant des fourrages grossiers dans l'exploitation est plus petit que la charge minimale en bétail requise sur la base de l'ensemble de la surface herbagère, la contribution pour les surfaces herbagères est fixée de manière proportionnelle.

Par fourrage de base, on entend:

- l'herbe des prairies et pâturages permanents et artificiels (fraîche, ensilée ou séchée);
- le maïs plante entière (frais, ensilé ou séché);
- le CCM uniquement pour les bovins à l'engrais (sinon le CCM est considéré comme aliment concentré);
- les ensilages de céréales plante entière;
- les betteraves fourragères;
- les betteraves sucrières;
- les pulpes de betteraves sucrières (fraîches, ensilées ou séchées);
- les feuilles de betteraves;
- les racines d'endives;
- les pommes de terre;
- les résidus de la transformation de fruits et de légumes;
- les drêches de brasserie (fraîches);
- la paille affouragée.



5.4 Contributions pour le bien-être des animaux (par UGB)

OPD 72-76, annexe 7

Systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux (SST)

OPD 74

Bovins et buffles d'Asie âgés de plus de 160 jours, équidés de plus de 30 mois, et animaux de l'espèce caprine de plus d'un an.	90.-
Porcs, à l'exception des porcelets allaités	155.-
Poules pour la production d'œufs à couver et d'œufs de consommation, coqs, jeunes poules, jeunes coqs et poussins pour la production d'œufs, poulets de chair et dindes, ainsi que lapins.	280.-

Sorties régulières en plein air (SRPA)

OPD 75

Bovins et buffles d'Asie, âgés de plus de 160 jours, équidés, ovins et animaux de l'espèce caprine de plus d'un an, agneaux de pâturage et lapins.	190.-
Bovins et buffles d'Asie jusqu'à 160 jours.	370.-
Truies d'élevage non allaitantes	370.-
Autres porcs, à l'exception des porcelets allaités	165.-
Poules pour la production d'œufs à couver et d'œufs de consommation, coqs, jeunes poules, jeunes coqs et poussins pour la production d'œufs, poulets de chair et dindes.	290.-



6. Contributions à l'utilisation efficace des ressources

OPD 77-83, annexe 7

6.1 Contribution pour des techniques d'épandage diminuant les émissions

OPD 77/78

Fr. par ha et par épandage (max. 4 épandages par an)	30.-
--	------

Sont considérées comme techniques d'épandage diminuant les émissions: les pendillards, les rampes d'épandage à tuyaux semi-rigides équipés de socs, les enfouisseurs de lisier, l'injection profonde de lisier.

Contributions versées jusqu'en 2019 au plus tard. De même pour 6.2 et 6.3

6.2 Contributions pour des techniques culturales préservant le sol (/ha de culture principale)

OPD 79-81

Semis direct	250.-
Semis en bande	200.-
Semis sous litière	150.-
Supplément en cas de non-recours aux herbicides	400.-

Aucune contribution n'est versée pour la mise en place de prairies artificielles par semis sous litière, d'engrais verts ou de cultures intermédiaires car elles ne sont pas considérées comme des cultures principales. Aucune contribution non plus pour le semis de blé ou de triticale après un maïs car ces enchaînements contribuent à l'élévation du risque de fusariose (Mycotoxines).

L'utilisation de glyphosate ne doit pas dépasser 1,5 kg de substance active par ha.

6.3 Contributions pour l'utilisation de techniques d'application précise

OPD 82

Une contribution unique est octroyée pour l'acquisition de chaque nouveau pulvérisateur permettant une application précise des produits phytosanitaires.

Sont considérées comme des techniques d'application précise :

- la pulvérisation sous-foliaire (droplegs)
- l'utilisation de pulvérisateurs anti-dérive dans les cultures pérennes.

Pulvérisation sous-foliaire	75 % du coût (aquisition ou rénovation)	max. 170.-	
Pulvérisation réduisant la dérive* :	25 % du coût d'aquisition	max. 10000.-	
- Pulvérisateur à jets projetés avec flux d'air horizontal orientable (pulvérisateur aéroconvecteur tangentiel)			max. 6000.-
- Pulvérisateur à jets projetés avec flux d'air horizontal orientable et détecteur de végétation			
- Pulvérisateur sous tunnel avec recyclage de l'air et du liquide			

* uniquement dans les cultures pérennes (Vignes et arbres fruitiers)

Contributions régionales à l'efficacité des ressources

Contribution à l'utilisation durable des ressources naturelles en vertu de l'article 77a et b L'Agr

Contribution pour la revitalisation des cours d'eau (art. 62a Leau)

Les cantons peuvent déjà soutenir le recours à des procédés d'épandage réduisant les émissions d'ammoniac en vertu des art. 77a et 77b L'Agr ou de l'art. 62a LEau. Dans ce cas, la Confédération n'accordera les contributions à l'efficacité des ressources qu'à la fin des-dits projets.



7. Contribution de transition

OPD 84-96

La contribution de transition est versée aux exploitant-e-s d'entreprises agricoles exploitées de manière ininterrompue depuis le 2 mai 2013. Ce système de réallocation vise à transférer les fonds actuels des paiements directs vers les nouvelles mesures de contributions, en l'espace de huit ans environ.

La contribution de transition est le résultat du produit d'une valeur de base fixée une fois pour toute pour chaque exploitation en 2014 (plus haut montant de paiement direct entre l'année 2011 et 2013) et d'un coefficient défini annuellement en fonction des moyens disponibles à l'OFAG, en vertu de la réorientation des moyens vers les contributions de prestations.

Hypothèse de coefficient : 2014 : 60-65%, 2017 : 30-40%

Valeur de base pour l'exploitation

Calcul	Exemple
(a) Choix de l'année de référence (année où la somme des contributions à la surface, des contributions à la garde d'animaux et des contributions pour terrains en pente est la meilleure entre 2011 et 2013)	2011
(b) Somme de tous les paiements directs généraux de l'année de référence	50'000.-
(c) Somme des contributions au paysage cultivé et des contributions à la sécurité de l'approvisionnement en 2014	40'000.-
(d) Valeur de base pour l'exploitation (b-c)	10'000.-

Coefficient

(e) Coefficient fixé annuellement par l'OFAG	0.65
--	------

CONTRIBUTIONS DE TRANSITION (en année n)

Valeur de base X coef. (d X e)	6'500.-
--------------------------------	---------

* La valeur de base est fixée une fois pour toute par le canton pour chaque exploitation lors de la mise en place des nouveaux paiements directs en 2014. Des exceptions sont possibles en cas de changements substantiels de l'exploitation : transferts, reprises, regroupements, partages... Se référer à l'Ordonnance pour plus de précisions.

Plafonnement de la contribution de transition en fonction du revenu et de la fortune

Revenu déterminant	80'000.-	au-delà, réduction de la contribution de 20% de la différence avec 80'000.-
Fortune déterminante	800'000	au-delà, réduction de la contrib. de 10% de la différence avec 800'000.-

Aucune contribution de transition si la fortune déterminante dépasse 1 million de francs.

Le revenu déterminant est le revenu imposable déduction faite de 50'000 Fr. pour les exploitants mariés.

Par fortune déterminante, on entend la fortune imposable, déduction faite de 270'000 Fr. par UMOS et de 340'000 Fr. pour les exploitants mariés.

Si l'ayant-droit est une société de personnes, la déduction est opérée proportionnellement au nombre de personnes concernées par le dépassement du revenu déterminant.



8. Dispositions et conditions générales

8.1 Surfaces

O Term 13 - 28

La surface de l'exploitation (SE) comprend :

- La surface agricole utile (SAU).
- La forêt (hormis les surfaces pacagères des pâturages boisés) et les autres surfaces boisées.
- La surface improductive couverte de végétation
- Les surfaces improductives telles que les aires autour des bâtiments, les cours, les chemins et les terres incultivables.
- Les surfaces non agricoles telles que les gravières et les carrières ainsi que les cours et les plans d'eau.

Surface agricole utile SAU

Par surface agricole utile, on entend la superficie d'une exploitation qui est affectée à la production végétale, à l'exclusion des surfaces d'estivage, dont l'exploitant dispose pendant toute l'année.

- les terres assolées;
- les surfaces herbagères permanentes;
- les surfaces à litière (Sauf celles situées dans la région d'estivage, ou qui font partie d'exploitations d'estivage ou d'exploitations de pâturages communautaires)
- les surfaces de cultures pérennes;
- les surfaces cultivées toute l'année sous abri (serres, tunnels, châssis);
- les surfaces sur lesquelles se trouvent des haies, des bosquets et des berges boisées qui, conformément à la loi du 4 octobre 1991 sur les forêts, ne font pas partie de celle-ci;

Aucune contribution n'est versée pour :

Les surfaces dont l'affectation principale n'est pas l'exploitation agricole;

Les surfaces ou parties de surfaces fortement envahies par des plantes problématiques : rumex, chardon des champs, folle avoine, chiendent, séneçon jacobée ou les plantes néophytes envahissantes.

Les surfaces situées dans une zone à bâtir, légalisée après le 31/12/2013.

Les terrains à bâtir équipés, légalisés avant le 31.12.2013.*

Les surfaces comprises dans les terrains de golf et de camping, les aérodromes et les terrains d'entraînement militaire ou les surfaces délimitées des bas-côtés des lignes ferroviaires et des routes publiques;*

Les surfaces comportant des installations photovoltaïques

*Exception à condition que :

- les surfaces visées sont la propriété de l'exploitant ou elles font l'objet d'un bail à ferme écrit conclu conformément aux dispositions de la LBFA,

- les surfaces sont situées en dehors du périmètre à usage non agricole et que leur affectation principale est l'exploitation agricole,

- la surface utilisée d'un seul tenant par l'exploitant a une superficie de 25 ares au moins.



8.2 Unités de travail standard (UMOS)

Oterm 3

L'unité de main-d'œuvre standard (UMOS) sert à saisir les besoins en travail de toute l'exploitation à l'aide de facteurs standardisés. Une UMOS correspond à 280 jours de travail, soit respectivement 2'800 h.

Plafonnement des paiements directs du fait des UMOS

OPD 8

La somme maximale des paiements directs octroyée par UMOS s'élève à 70'000 francs. Sont exclues du calcul pour le plafonnement, les contributions à la mise en réseau, la contribution à la qualité du paysage, la contribution de transition et les contributions dans la région d'estivage.

*** Une décision quant à savoir si les facteurs UMOS seront adaptés et, le cas échéant, dans quelle mesure, ne sera prise que lorsque le rapport en réponse au postulat Leo Müller (12.3906) sera disponible. Aussi, l'OFAG est chargé de finaliser d'ici au printemps 2014 le rapport qui évalue le système actuel et qui présentera les alternatives possibles.**

	unité	UMOS
Surfaces (BIO : Majoration de 20%)		
SAU sans les cultures spéciales	ha	0.028
Cultures spéciales sans les surfaces viticoles en pente et en terrasses	ha	0.300
Surf. viticoles en pente et terrasses (décl. sup. à 30%)	ha	1.000
Animaux de rente		
Vaches laitières, brebis laitières et chèvres laitières	UGB	0.043
Porcs à l'engrais, renouvel. de + de 25 kg, porcelets sevrés	UGB	0.007
Porcs d'élevage	UGB	0.040
Autres animaux de rente	UGB	0.030
Suppléments		
Déclivité entre 18 et 35%, Zones des collines et de montagne	ha	0.015
Déclivité supérieure à 35% (fortes pentes)	ha	0.030
Arbres fruitiers haute-tige	pièce	0.001



8.3 Conditions générales

OPD

Condition 1	Les paiements directs restent limités aux exploitant-e-s d'une exploitation agricole cultivant le sol qui se sont inscrits au plus tard le 31 août précédant l'année des contributions et qui en ont fait la demande au sein du service cantonal.
Condition 2*	Les exploitant-e-s doivent avoir suivi une formation initiale dans le champ professionnel de l'agriculture et de ses professions, sanctionnée par une attestation fédérale de formation professionnelle ou par un CFC, une formation de paysanne sanctionnée par un brevet, ou une formation supérieure dans les champs professionnels de l'agriculture.
Condition 3	L'exploitant-e-s qui demande l'octroi des paiements directs doit fournir la preuve qu'il-elle exploite l'ensemble de son exploitation conformément aux exigences des prestations écologiques requises (PER). Les prescriptions de la législation sur la protection des animaux applicables à la production agricole doivent être respectées, ainsi que les prescriptions relatives aux objets inscrits dans les inventaires d'importance nationale.
Condition 4	Respect de l'ordonnance sur les effectifs maximums dans la production de viande et d'œufs.
Condition 5	Les paiements directs ne sont versés que si l'exploitation exige le travail d'au moins 0.25 UMOS, excepté pour les contributions dans la région d'estivage. L'ensemble des surfaces comprises dans la définition de la surface d'exploitation rentrent en compte pour le calcul des besoins en travail.
Condition 6	Age limite : 65 ans au 01/01 de l'année des contributions (le droit aux contributions est éteint l'année des 66 ans).
Condition 7	Minimum 50% des travaux de l'exploitation sont effectués par la main-d'œuvre de celle-ci.
Condition 8	N'ont pas droit aux paiements directs (sauf contributions à la biodiversité et à la qualité du paysage) les personnes morales, la Confédération, les cantons et les communes. Les personnes physiques ou les sociétés de personnes qui exploitent à titre personnel l'entreprise d'une SA, d'une Sarl ou d'une société en commandite ayant son siège en Suisse ont droit aux contributions sous certaines conditions.
Condition 9	Les surfaces exploitées par tradition dans la zone limitrophe étrangère (registre cantonal) donnent droit à 100% de la contribution de base pour la sécurité de l'approvisionnement, de la contribution pour les cultures particulières, ainsi que des contributions pour terres ouvertes et cultures pérennes.
Condition 10	Les surfaces exploitées à l'étranger qui ne sont pas exploitées par tradition ne donnent pas droit aux paiements directs.
Condition 11	Les contributions à la mise en réseau et à la qualité du paysage sous-entendent une contractualisation du canton avec les exploitant-e-s pour chacune des mesures et pour toutes les surfaces concernées.

* Ne sont pas tenus de remplir les conditions de formation les exploitants d'entreprises situées dans la région de montagne nécessitant moins de 0,5 UMOS et le conjoint qui reprend à son compte l'exploitation au moment du départ à la retraite de l'exploitant s'il a travaillé pendant au moins 10 ans sur l'exploitation.

Est assimilée à la formation professionnelle initiale toute autre formation professionnelle initiale sanctionnée par une attestation fédérale de formation professionnelle ou par un certificat fédéral de capacité et complétée par une formation continue en agriculture, réglementée uniformément par les cantons en collaboration avec l'organisation déterminante du monde du travail, pour autant que cette formation continue soit terminée avec succès dans un délai de 2 ans, ou une activité pratique exercée pendant au moins trois ans, preuve à l'appui, en tant qu'exploitant-e, co-exploitant-e ou employé-e d'une entreprise agricole.



Conditions particulières aux sociétés de personnes

- Les personnes physiques ou les sociétés de personnes qui exploitent à titre personnel l'entreprise d'une société anonyme (SA), d'une société à responsabilité limitée (S.à.r.l.) ou d'une société en commandite ayant son siège en Suisse ont droit aux contributions, si:
 - elles détiennent dans la SA ou la société en commandite une participation directe de deux tiers au moins au capital-actions ou au capital social ainsi que deux tiers des droits de vote, par le biais d'actions nominatives;
 - elles détiennent dans la S.à.r.l. une participation directe de trois quarts au moins au capital social et aux droits de vote;
 - la valeur comptable du capital fermier et – si la SA ou la S.à.r.l. est propriétaire – la valeur comptable de l'entreprise ou des entreprises, représentent au moins deux tiers des actifs de la SA ou de la S.à.r.l.
- Plafonnement de la contribution de transition en fonction du revenu déterminant : Si un membre d'une société de personne dépasse la limite de revenu, la contribution de transition sera diminuée d'une part (soit d'1/2 si la communauté compte deux membres, d'1/3 si la communauté compte trois membres, etc...)
- Plafonnement de la contribution de transition en fonction de la fortune déterminante avec le même procédé que pour la limite de revenu : Si un membre dépasse la limite de fortune, la contribution de transition sera diminuée d'une part.

8.4 Exploitants, exploitantes

Oterm 2

- Par exploitant, on entend une personne physique ou morale, ou une société de personnes, qui gère une exploitation pour son compte et à ses risques et périls, et en assume le risque commercial.
- Lorsqu'un exploitant gère plusieurs unités de production, celles-ci sont considérées comme une seule exploitation.
- Les personnes mariées, non-séparées, les concubins et les personnes liées par un partenariat enregistré, qui gèrent plusieurs unités de productions sont considérés comme un seul exploitant.
- Les paiements directs restent limités aux exploitants d'entreprises agricoles cultivant le sol. Une exception est faite pour les contributions à la biodiversité (ancienne compensation écologique) et désormais aussi pour la contribution à la qualité du paysage. En effet, ces deux types de paiements directs peuvent également être versés à des personnes morales domiciliées en Suisse, à des cantons et à des communes.

8.5 Zones agricoles

Si la SAU donnant droit aux contributions est répartie sur plusieurs zones, le taux de contribution est calculé selon la part des surfaces réparties dans les différentes zones, y compris la zone de plaine.

Les différentes surfaces se répartissent entre :

- La région d'estivage qui comprend la surface utilisée par tradition pour l'économie alpestre.
- La région de montagne qui comprend les zones de montagne I à IV.
- La région de plaine qui comprend la zone des collines et la zone de plaine.

L'office fédéral de l'agriculture reporte les limites des zones et des régions sur des cartes topographiques dressées sur support électronique et sur papier. Les cartes sont conservées par les communes pour leur territoire propre, par les cantons pour leur territoire propre. Le canton peut modifier les limites de zones de la région de montagne et de celle de plaine, de son propre gré ou à la demande d'un exploitant, en tenant compte des critères mentionnés à l'art. 2 de la l'ordonnance sur les zones agricoles (RS912.1)

Pour délimiter la région d'estivage, on se fonde sur les pâturages d'estivage, sur les prairies de fauche dont l'herbe récoltée sert à l'affouragement durant l'estivage ainsi que sur les pâturages communautaires. Les limites se fondent sur le cadastre alpestre et sur les limites fixées par le canton. Elles sont fixées d'après le mode d'exploitation d'avant 1999 et compte tenu du mode d'exploitation traditionnel.

Aux fins des mesures exigeant une attribution des exploitations à la région de plaine ou à celle de montagne, les exploitations sont assignées à la région dans laquelle se trouve la majeure partie de la surface agricole utile.



8.6 Coefficients UGB pour les productions animales

Oterm Annexe

Espèce	Coéf. UGB	
Bovins et buffles d'eau	Vaches	
	Vaches laitières	1.0
	Autres vaches	1.0
	Autres bovins	
	De plus de 730 jours	0.6
	De 365 à 730 jours	0.4
De 160 à 365 jours	0.33	
Jusqu'à 160 jours	0.13	
Equidés	Juments allaitantes et juments portantes	1.0
	Poulins sous la mère (compris dans le coefficient de la mère)	0.0
	Autres chevaux de plus de 30 mois	0.7
	Autres poulins jusqu'à 30 mois	0.5
	Mulets et Bardots de tout âge	0.4
Poneys, petits chevaux et ânes de tout âge	0.25	
Moutons	Brebis traites	0.25
	Autres brebis de plus d'un an	0.17
	Agneaux de moins d'un an (compris dans le coefficient des brebis)	0.0
	Agneaux de pâturage (engraissement) de moins de 6 mois, non imputables aux mères (engraissement à l'année d'agneaux sur pâturage)	0.03
Chèvres	Chèvres traites	0.2
	Autres chèvres de plus d'un an	0.17
	Chevreaux de moins d'un an (compris dans le coefficient des chèvres)	0.0
	Chèvres naines : garde d'animaux de rente (effectifs importants, à des fins lucratives)	0.085
Autres animaux consommant du fourrage grossier	Bisons de plus de 3 ans (adultes destinés à l'élevage)	0.8
	Bisons de moins de 3 ans (élevage et engraissement)	0.4
	Daims de tout âge	0.1
	Cerfs rouges de tout âge	0.2
	Lamas de plus de 2 ans	0.17
	Lamas de moins de 2 ans	0.11
	Alpagas de plus de 2 ans	0.11
	Alpagas de moins de 2 ans	0.07
Lapins	Lapines reproductrices (lapines avec 4 mises-bas / an au moins) dès la première mise-bas, y compris jeunes lapins jusqu'au début de l'engraissement	0.034
	Lapins : jeunes animaux (engrais/renouv.) 35 à 100 j.	0.011
Porcs	Truies allaitantes	0.55
	Porcelets allaités (inclus dans le coefficient des truies)	0.0
	Truies non allaitantes de plus de 6 mois	0.26
	Verrats	0.25
	Porcelets sevrés (sortie de la porcherie dès 25 kg environ)	0.06
	Porcs de renouvellement et porcs à l'engrais	0.17
Volaille de rente	Poules et coqs d'élevage, poules pondeuses	0.01
	Poulettes, jeunes coqs et poussins (sans les poulets de chair)	0.004
	Poulets de chair de tout âge	0.004
	Dindes de tout âge	0.015
	Pré-engraissement de dindes (environ. 3 rotations par place)	0.005
	Engraissement de dindes	0.028
	Autruches jusqu'à treize mois	0.14
Autruches de plus de treize mois	0.26	



Informations complémentaires

Outil de calcul des contributions PA 2014-2017, application EXCEL à télécharger sur le site <http://www.focus-ap-pa.ch/>

Textes de référence sous [www.admin.ch/documentation/recueil systématique/droit interne/économie-coopération technique / agriculture](http://www.admin.ch/documentation/recueil_systématique/droit_interne/économie-coopération_technique_agriculture) .

Abbreviations

MO	Main-d'œuvre
OAS	Ordonnance sur l'amélioration structurelle
OCCP	Ordonnance sur les contributions aux cultures particulières
ODFR	Ordonnance sur le droit foncier rural
OEM	Ordonnance sur les effectifs maximum
OPD	Ordonnance sur les paiements directs
OQE	Ordonnance sur la qualité écologique
Oterm	Ordonnance sur la terminologie agricole
PD	Paiements directs
PER	Prestations écologiques requises
PLVH	Production de lait et de viande basée sur les alpages
PN	Pâquier normal
RS	Recueil systématique du droit fédéral
SAU	Surface agricole utile
SE	Surface d'exploitation
SPB	Surfaces de promotion de la bio-diversité
SRPA	Sortie régulière en plein air
UGB	Unité gros bétail
UMOS	Unité de main-d'oeuvre standard
ZM	Zone (s) de montagne (s)
ZP	Zone de plaine



Pour toute information complémentaire concernant la mise en œuvre de la PA 2014-2017 dans les cantons du Jura et de Berne, veuillez consulter le site internet de la Fondation Rurale Interjurassienne

- www.frij.ch

ou contacter directement un conseiller qui pourra répondre à vos questions dans les domaines spécifiques de la production végétale, de la production animale, de la promotion de la biodiversité, de la préservation de l'environnement et de la gestion d'entreprise en téléphonant au:

- 032 420 74 20

Case Postale 65
2852 Courtételle
T 41 32 420 74 20
F 41 32 420 74 21
info@frij.ch
www.frij.ch

Fondation
Rurale
Interjurassienne

COURTEMELON LOVERESSE